

BLIDA

Une vieille
femme tuée
dans un acci-
dent de la route

Une femme âgée de 70 ans a été tuée hier, dans un accident de la circulation survenu sur la RN1, entre Blida et Beni Mered.

La victime qui traversait la route a été violemment percutée par un véhicule léger de marque Kia Picanto.

Le corps sans vie de la vieille femme a été transféré à la morgue de l'hôpital Frantz Fanon.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

Il est à noter que les accidents de la circulation sont devenus très fréquents à Blida, et ce par la faute de jeunes chauffards, qui non seulement font de l'excès de vitesse mais ne respectent pas aussi le code la route.

M. B.

M'SILA

Tentative
de brûler
un élève vif

A la fin de la semaine dernière, un événement tragique s'est déroulé dans l'un des lycées de M'sila quand un élève âgé de 18 ans a été sauvé in extremis d'une mort certaine.

En effet, lors de la récréation, un lycéen, âgé de 22 ans, très irrité par le comportement de son camarade qui l'a empêché de s'adresser à sa petite amie a aspergé ce dernier d'essence pour le brûler vif en pleine cour du lycée, selon le rapport de la police du 4^e arrondissement.

Le blessé a été évacué à l'hôpital de la ville où il a été soigné de ses brûlures.

La police a arrêté le contrevenant qui a été placé sous contrôle judiciaire pour tentative de meurtre avec préméditation.

A. Laidi

KHEMIS MILIANA

Les péripéties d'une grève
à la briqueterie

La briqueterie située à l'entrée ouest de la ville de Khemis Miliana est perturbée depuis le 3 février courant à la suite d'un mouvement de grève initié par un groupe de 12 ouvriers, suivi par des dizaines d'autres, selon le groupe, mis dehors par la force selon la direction de l'unité de fabrication de produits rouges, une unité concédée dans le cadre de la privatisation à un repreneur.

Pour le groupe qui se déclare être représentatif du collectif des travailleurs, cette «grève» est dictée par une seule revendication, en l'occurrence, une réévaluation des salaires.

Ce même groupe affirme avoir déposé un préavis de grève dès le 27 janvier dernier et averti toutes les instances concernées, y compris l'inspection du travail et le propriétaire de l'unité en exhibant les preuves des envois en recommandé. «En réponse à nos doléances, le propriétaire de l'usine a saisi la justice et un arrêt en référé a prononcé notre expulsion de l'enceinte de l'unité nous interdisant même de nous regrouper devant le portail d'entrée, et ce, en mobilisant la force publique»

Contestant la décision de justice, les grévistes ont alors engagé un pourvoi en cassation

auprès de la cour de Chlef, territorialement compétente.

On fait savoir que le groupe des «12» qui se dit ciblé, est suspendu par mesure conservatoire en attendant les suites de l'appel interjeté, que donnera la cour de Chlef en plus de leur passage devant le conseil de discipline.

Pour en savoir plus sur les dessous de cette grève, nous nous sommes rapprochés du propriétaire de l'usine. Sa version est différente de celle avancée par le groupe qui se dit dans le collimateur de la direction de l'unité. Il déclare que ce groupe a pénétré à l'intérieur de l'usine dans la nuit du 2 au 3 février et, usant de la force et de la menace, (selon ses dires) a obligé les ouvriers à stopper les machines avant de mettre tous les autres ouvriers de l'équipe de nuit dehors et cade-

nasser le portail d'entrée interdisant à quiconque de rentrer.

Pire encore, ajoute notre interlocuteur, «le matin je me suis présenté, accompagné par mes adjoints, on ne nous a pas laissés rentrer» et de continuer «nous sommes devenus exclus de nos biens et ne voulant pas créer d'incident nous avons déposé une plainte en référé à l'encontre des indus occupants. L'arrêt pris par le magistrat instructeur, devant cette atteinte a prononcé la libération de l'usine et le procureur de la République a mandé la force publique pour faire évacuer les lieux et éloigner les intrus, nous permettant ainsi de rentrer dans nos biens» Par la suite, précise notre interlocuteur, «le 6 février nous avons tenu une réunion avec nos partenaires sociaux et avons pris la décision de contacter tous les employés, les invitant à reprendre le travail».

S'agissant de la réévaluation des salaires dont parle le groupe des 12, on précise que jamais une demande préalable n'avait été introduite, surtout que ce groupe était en congé

annuel régulier. On rappelle aussi qu'une convention collective a été signée par les parties concernées, convention dont les engagements se doivent d'être respectés par tous jusqu'au 27 octobre 2013, date à laquelle ladite convention doit être rediscutée, négociée ou reconduite comme le stipule les lois du code du travail.

Aux dernières nouvelles, la production des matériaux de construction a repris comme à l'accoutumée. Les 12 attendent les suites de l'appel introduit auprès de la cour de Chlef

Pourquoi ce groupe n'a pas engagé sa revendication sous l'égide de la cellule syndicale de l'UGTA ?

Dans une correspondance datée du 24 janvier dernier, adressée aux responsables syndicaux locaux, qui porte 50 noms, les travailleurs retirent leur confiance en dénonçant les responsables syndicaux, «depuis leur installation, ils n'ont rien fait pour nous alors que notre situation socio-professionnelle n'a fait que se dégrader».

Karim O.

CHERCHELL

Le receveur du bus vole la caisse et disparaît

En date du 22 février, la cellule de communication de la police de Tipasa rendait public un communiqué concernant une affaire de vol.

Selon ce communiqué, le 12 février 2013, à 9 heures 30 du matin, le dénommé M. A., 33 ans, résidant à Alger et propriétaire d'un autobus de transport de voyageurs reliant Alger à Cherchell, s'est présenté au commissariat de Cherchell pour déposer une plainte contre le dénommé B. H., qu'il avait recruté le 10 février 2013, en qualité de receveur de bus.

Le plaignant, M. A., avait déclaré que le 11 février 2013, à 5 heures du matin, alors qu'il s'apprêtait à effectuer la prière du

Fadjr, il avait stationné son autobus près de la mosquée Errahmane de Cherchell, en laissant à l'intérieur son nouvel employé B. H., avec une sacoche dans laquelle se trouvaient 8 000 DA et un téléphone portable, ainsi que les clés de l'autobus. Le plaignant précisera qu'à son retour de la mosquée, alors qu'il s'apprêtait à rejoindre la gare routière de Cherchell pour transporter les voyageurs vers Alger, il fut étonné de ne trouver dans le bus, ni le receveur, ni les clés, ni l'argent, ni le portable.

La police de Cherchell, forte de ces renseignements, lança les recherches et les investigations. Le suspect n'a pas été trou-

vé chez lui à Cherchell. Ce ne fut que le 17 du mois de février que le délinquant fut rattrapé.

Au cours de son arrestation, le dénommé B. H. passa aux aveux, en déclarant avoir dépensé la totalité de la somme subtilisée, c'est-à-dire 8 000 DA et a restitué les clés de l'autobus.

S'agissant du téléphone portable, le malfrat a déclaré l'avoir remis à une personne à Alger, dont il ne connaissait pas le nom. Présenté au procureur de la République près le tribunal de Cherchell, le délinquant fut placé sous mandat de dépôt à la prison de Sidi Ghilès.

Larbi Houari

Publicité

40^e jour

Cela fait quarante jours, tu nous quittais à jamais cher et regretté grand-père, père, frère ami, et moudjahid de première heure.

Tu étais un exemple de bonté, de générosité, d'amour, de sagesse, de modestie. Ta famille Belkadi de Béjaïa et tes compagnons d'armes demandent à tous ceux qui t'ont connu, côtoyé d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.

Que le Tout-Puissant et Miséricordieux t'accueille en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

Repose en paix Ammi SADEK



PENSÉE

A notre cher et regretté père et grand-père
Abdous Si Mohand Ouidir

«Les personnes que l'on aime ne meurent pas lorsqu'on les enterre, elles ne meurent que lorsqu'on les oublie.»

Aujourd'hui, une année s'est écoulée depuis que tu nous as quittés.

Le 24 février 2012 fut le jour le plus atroce et le plus dur de notre existence.

Tu nous as quittés à jamais laissant un vide irremplaçable, tu es parti sans nous dire adieu, mais ton ombre est toujours présente parmi nous. Ni les jours, ni les mois, ni les années ne pourront apaiser notre douleur et notre chagrin.

La vie nous apportera certains bonheurs mais sache que sans toi tout a changé et rien ne sera plus comme avant, nous nous souviendrons de toi toujours, car tu as su graver dans nos cœurs des souvenirs éternels.

On te promet papa de tout faire pour que tu puisses être fier de nous, à aller de l'avant et à réaliser toutes les promesses qu'on t'a faites.

En cette douloureuse circonstance, ta femme, tes filles, tes deux fils «Abdelkrime, Mohamed» et toute ta famille ont une pensée de lumière et d'amour pour toi. Tu es dans un monde bien meilleur pour un repos bien mérité.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»



CONDOLÉANCES

Très peinée par le décès
de son ex-voisin

Saïd MADOUÏ

la famille Belhadjoudja présente ses sincères condoléances à toute sa famille et prie Dieu d'accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»